

Mutations

QUOTIDIEN

Edité par la South Media Corporation | Siège : rue de l'aéroport - BP 12348, Yaoundé | Tél.: (237) 222 30 66 80 / 222 30 71 45 / Fax: 222 30 66 75 - Desk Douala : Rue Bebey Elamè, Tél : 699 50 46 59 - Bur.Bafoussam: Face pharmacie Madelon, Tel: 694 94 27 33 | <http://www.quotidienmutations.cm>



PATRICK ELOUNDOU

Ligne 94, / ma mésaventure

● Chef d'entreprise, ce pharmacien raconte comment la subvention que lui a octroyée le gouvernement depuis 2017 est bloquée.

Pages 8&9

Page | Enquête

7 | **Le ramadan et la vie chère**

Page | 20 mai

11 | **Parade civile, 45 min chrono**

**VIVEZ DES FÊTES DE PÂQUES
MAGIQUES AVEC STARTIMES!**

LE DÉCODEUR HD À
+PARABOLE OFFERTE **1000F**

*joyeuses
Pâques*





FERRERO CAMEROUN S.A

Le 06/04/2022, à Yaoundé,

Communiqué

Ferrero procède en France au rappel volontaire de certains lots de Kinder Surprise, Schoko-Bons et Mini Eggs fabriqués en Belgique.

Ferrero collabore avec les autorités publiques françaises dont la DGCCRF sur des cas de salmonelle signalés. Aucun de nos produits Kinder mis sur le marché français n'a été testé positif à la salmonelle, néanmoins nous prenons cette affaire très au sérieux, car la protection des consommateurs est notre priorité absolue.

Ce rappel volontaire ne concerne aucun produit Kinder commercialisé par **FERRERO CAMEROUN**

Pour information, le détail des produits concernés par le rappel volontaire en France sont les suivants :

- Kinder Surprise 20g (par un, par trois, par quatre et par six) et 100g avec des dates de péremption comprises entre fin juin 2022 et fin octobre 2022. **(et non pas KINDER JOY afin d'éviter toutes confusions)**
- Kinder Schoko-Bons avec des dates de péremption comprises entre fin avril et fin août 2022.
- Kinder Mini Eggs avec des dates de péremption comprises entre fin avril et fin août.
- Kinder Happy Moments, Kinder Mix avec des dates de péremption à fin août 2022

Dans le cas où ces produits seraient présents au Cameroun ils n'ont pas été vendus par **FERRERO CAMEROUN**.

Nous conseillons les consommateurs qui auraient pu acheter ces produits de ne les pas consommer mais de conserver le produit et contacter notre équipe d'assistance aux consommateurs par courriel à l'adresse consumercare.mea@ferrero.com.

KINDER JOY vendu au Cameroun est produit localement et n'est pas ciblé par cette information

Nous prenons la sécurité alimentaire très au sérieux et nous excusons sincèrement pour ce désagrément.

La Direction

L'amour sur le gazon



Par Jean-Pierre Nyemeg*

Selon le philosophe grec Parménide, l'univers est divisé en couple de contraires : Lumière-obscurité, chaud-froid, beau-laid. Il considérerait qu'un des pôles de la contradiction est positif (lumière, chaud, beau) tandis que l'autre est nécessairement négatif. Cette dualité parménidienne, qui peut paraître un tantinet manichéenne au premier regard, traduit pourtant le caractère éminemment complexe - pour ne pas dire protéiforme - des entités qui nous entourent.

Prenez par exemple le cas des relations conjugales ou de manière générale des relations amoureuses. Elles sont peu ou prou structurées autour de cette idée de dualité. Dans leur versant positif, elle représente ce que le psychanalyste Freud a appelé la pulsion de vie (eros) proprement dit ou, pour utiliser un vocable de chez nous, le «ndolo». Un profond magnétisme, une tension vers l'être aimé qui dans son versant extrême, engendre une forme de déification voire une réification fondée sur ses qualités intrinsèques. Dans son versant négatif, la passion dévorante qui fonde l'eros se transforme, pour rester dans le vocabulaire freudien, en pulsion de mort (thanatos) qui peut se manifester soit par une apathie, soit par une abhorration proportionnelle à la passion éprouvée pour le partenaire.

Cette dualité du rapport amoureux peut se transposer dans la plupart des domaines qui impliquent la création d'un lien fort entre un ou plusieurs personnes, notamment dans les domaines artistique ou encore sportif. Le cas des supporters de l'équipe nationale de football nous offre une illustration patente de cette ambiva-

lence qui irrigue le lien supporter/athlète.

Tout le monde se souvient de la liesse généralisée qui s'est emparée du peuple camerounais lors de la victoire de leurs poulains lors de la Can 2022, liesse d'autant plus marquée qu'elle faisait suite à une domination sans équivoque de l'équipe burkinabè. Puis vinrent les premiers signes d'ombrage lorsque les Lions Indomptables se firent occire, à domicile, par les Fenechs algériens lors des matchs de qualification du Mondial 2022. Les supporters, hantés par les démons du passé (le Mondial en Russie de sinistre mémoire) ne tardèrent pas à esquisser les premiers signes d'inquiétude quant à l'impact du management de «magnan» sur les perspectives de qualification de leurs poulains.

Comment ne pas oublier ces fans gouailleurs, coach improvisés comme Iznogood se voulait calife à la place du calife, qui n'ont pas hésité à tancer Rigobert Song par rapport à ses choix tactiques. Ou encore ces fans, commentateurs et analystes sportifs de fortune, qui crieront haro sur les infortunés joueurs, avant de se verser en panegyrique une fois le premier but marqué en terre algérienne. Acclamés dans la victoire, honnis dans la défaite.

Oui, à bien des égards, la relation supporters-footballleurs est aussi mouvementée que peut l'être celle d'un couple marié. Toutefois, malgré les innombrables cahots qui parsèment cette histoire, celle-ci continue de s'écrire et de se réécrire au gré des saisons. Espérons que le mondial 2022 augurera sa période éro-tique comme ce fut le cas à la Can camerounaise.

*CONSULTANT EN DROIT DES AFFAIRES ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Mutations

Edité par la South Media Corporation. R cepiss N° 00020/RDDJ/J/BASC

Président du conseil d'administration

Protais Ayangma

Directeur de publication a.i

Georges Alain Boyomo

Administration, finances et ressources humaines

Marie Sidonie Batangken

Audit et contentieux

Adrien Bassang'na Bomba

Rédacteur en chef

Georges Alain Boyomo

Rédacteurs en chef adjoints

Jean De Dieu Bidas (Actualité)

Michel Ferdinand (Magazines)

Responsable Digital

Dimitri Mbenga

Chroniqueurs

Dubois Onana

Richard Makon

Jean-Claude Awono

Jean-Pierre Nyemeg

Caricaturiste

Robert Pougoué

Relecture

Serges Ndzana

RUBRIQUES

Politique

Cyril Marcel Essissima

Société

Paulette Ndong

Economie

Jenner Onana

Education

Josiane Afom

Tech & Web

Lorine Claudia Agnang

Culture

Marthe Ndiang

Sports

Désiré Domo

Santé/Environnement

Guy Martial Tchinda

Rédaction

Wamba Sop, Ibin Hassan, Vanessa

Bassale, Mélanie Ambombo, Renaud

Inang, Claude Olivier, Banaken,

Rosette Ombessack, Saydou Sadjo

DESK LITTORAL ET SUD-OUEST

Chef : Michel Ferdinand

Adjoint : Blaise Djouokep

CORRESPONDANTS

Grand Nord : Jacques Kaldaoussa

Ouest/Nord-Ouest : Robert Nkake

Est : Sebastian Chi Elvido

Sud : Guy-Roger Mvondo

Edition/Infographie

Samuel Tcheudjo (chef)

Valentin Essimi Tsanga

Service Commercial et Marketing

Chef : Michael Brobst

Responsable Yaoundé : Augustine Nokam

Chargés de clientèle

Pulcherie Nsia, Philiace Tamko

Lionel Akono, Grâce Olinga

Service de la comptabilité

Jacques Barnabé Nthep

Albert Mbende

Service Production

Joël Anong (chef)

Dieudonné Bitang

Service Distribution

Etienne Temfack

Hervé Ngomenda

Impression

Les nouvelles idées

Téléphone : (237) 222 306 680 / 222 306 675/ 698 24 99 29

Site web : <http://www.quotidienmutations.cm>

Siège Yaoundé : Face CAMI TOYOTA - Mvog-Mbi

Douala : Rue Bebey Elame - Akwa

Caric

ASSASSINAT DE SANKARA : COMPADE CONDAMNÉ À PERPETUITÉ



Journée mondiale de la santé

Le choléra infeste la célébration



Point de presse Minsanté.

L'épidémie du choléra en cours a fait 105 morts au 5 avril 2022. Information confirmée par le ministre de la Santé publique le 7 avril dernier. Malachie Manaouda était alors face à la presse, le temps d'une déclaration dans le cadre de la Journée mondiale de la santé. « Cette épidémie qui sévit actuellement présente à la date du 5 avril 2022, un bilan faisant état d'un cumul de 4627 cas notifiés », détaille le Minsanté. « Nous avons enregistré au cours des sept derniers jours, deux décès, pour un total de 105 décès depuis le début de l'épidémie, soit un taux de létalité de 2,3% », poursuit-il. A en croire Malachie Manaouda, ces chiffres montrent une augmentation annuelle du nombre de cas avec un taux de létalité qui dépasse largement le taux recommandé par l'Oms qui est fixé à moins de 1%.

Comme mesure de riposte, le gouverne-

ment annonce une campagne de vaccination réactive au choléra. Celle-ci devrait avoir lieu du 8 au 12 avril prochain dans les régions du Littoral et du Sud-Ouest, les deux régions les plus touchées par l'épidémie actuelle. Parallèlement, le Minsanté a énuméré quelques actions en vue de la réduction des cas. Il s'agit de la surveillance ; l'amélioration de l'approvisionnement en eau ; l'assainissement et l'hygiène ; l'aménagement des espaces de vie ; le traitement de la maladie.

Pour le ministre de la Santé publique, le thème choisi cette année pour la 72e Journée mondiale de la santé à savoir « Notre planète, notre santé » colle bien à l'actualité. « Protéger notre environnement et partant de la planète toute entière, est un moyen de prévenir les maladies qui handicapent notre santé et largement notre économie », renseigne le Minsanté.

Acms

La nouvelle dynamique



Par Wamba Sop

« En termes de performances, il a été noté, lors du suivi de la mise en œuvre du Projet de prévention du Vih/Sida en Afrique centrale (Ppsac) au Cameroun, qu'après un pic de performance en 2014-2015, l'Acms [Association camerounaise pour le marketing social, Ndlr] accusé une baisse dans les résultats au cours de ces dernières années, et ce en particulier concernant le résultat N° 1 relatif à la vente des préservatifs ». Ce propos sur fond de regrets est du secrétaire exécutif de l'Organisation de coordination pour la lutte contre les épidémies en Afrique centrale (Oceac), Manuel Nso Obiang Ada, qui remettait le 06 avril dernier à Yaoundé, du matériel roulant à l'Etat du Cameroun à travers l'Acms. L'association assure avoir mis en place une nouvelle dynamique impulsée par une nouvelle organisation interne sur

le plan des ressources humaines et des intrants du projet. Elle a ainsi reçu six véhicules 4x4 nouvellement acquis par l'Oceac pour servir à la mise en œuvre des activités du projet sur le territoire camerounais « et ce, pour un bénéfice réel et une réponse adaptée aux besoins des cibles du Ppsac, qui ont été, ces dernières années, plus marquées par l'avènement de la pandémie de Covid-19 », explique-t-il.

Depuis le début de la mise en œuvre du Ppsac en 2005, l'Acms, à travers le marketing social, a facilité la vente de plus de 200 millions de préservatifs. Ceci a permis, selon l'Oceac, à protéger 1,6 million de couples et, selon les enquêtes démographie et santé (Eds) au Cameroun, de contribuer à la baisse continue de la prévalence du Vih, passant de 5,5% en 2004 à 2,7% en 2018.



Une vue du matériel roulant remis à l'Acms.

Malachie Manaouda

Il y a des aménagements à faire pour enterrer dignement les victimes de COVID-19

Le ministre de la Santé publique pense que le moment est venu d'accompagner les personnes emportées par le coronavirus dans le respect des règles à déterminer.



Par Michel Ferdinand

La ville de Douala a abrité du 30 mars au 1er avril et du 2 au 6 avril respectivement les ateliers sur la Revue après-action (Raa) de la couverture sanitaire de la Can TotalEnergies 2021 et la Revue intra-action (Ria) de la stratégie nationale de réponse au COVID-19. Que peut-on en retenir ?

Je pense que l'activité que nous venons de clôturer (le 6 avril 2022), est importante. C'est une activité délicate, puisqu'elle détermine notre action pour l'avenir. En réalité, nous sommes venus regarder ce que nous appelons la Revue après-action dans le cadre de la couverture sanitaire de la Can TotalEnergies 2021, pour voir ce qui a marché et ce qui n'a pas marché. Il s'est aussi agi d'identifier les bonnes pratiques à partager avec les autres. On a aussi examiné les faiblesses qu'il faudra combler au cas où il y a d'autres événements du genre à couvrir. C'est donc une activité qui vient renforcer notre action future.

Et parlant de la stratégie nationale de réponse au COVID-19...

C'est la même chose que nous avons faite. Nous l'avons fait en février 2021, nous le faisons aujourd'hui pour déterminer,



adapter et réorienter les actions futures. C'est une autre activité déterminante pour l'avenir. Nous avons relevé beaucoup de bonnes pratiques qu'il faudra documenter pour mettre à l'actif du Cameroun, sur la scène internationale, le fait que notre pays est le premier à avoir organisé une compétition sportive d'envergure avec des spectateurs en contexte COVID-19. Nous pensons avoir un ensemble de bonnes pra-

tiques que nous pourrions communiquer aux autres, à ceux qui s'apprêtent à organiser une compétition sportive.

Il y a certainement des points qui inspirent des réajustements...

Je comprends que vous voulez plutôt qu'on évoque les faiblesses que de voir les bonnes pratiques. Je veux vous en donner quelques-unes comme la remontée des données. Sur ce plan, nous avons noté quelques faiblesses. Nous allons donc restructurer les organes de remontée de données sur l'ensemble de notre riposte en 2022. Nous avons aussi, pour la gestion des corps des personnes décédées de COVID-19, quelques aménagements à faire pour permettre à chacune des familles, déjà douloureusement impactées, de pouvoir dignement enterrer un membre décédé. Nous avons quelques activités de communication à faire. Nous avons eu quelques difficultés de mise à disposition de ressources que nous devons également corriger. Parce que nous disons qu'un plan de riposte, c'est une incidence financière et une mise à disposition certainement des ressources pour pouvoir couvrir ce plan. Nous allons pouvoir corriger ces faiblesses pour la suite de notre riposte.

Complexe scolaire Yona

Timide reprise des cours après l'incident

En présence de la Minesec, le commandant de la brigade de Nkolbisson a révélé hier que l'élève «poignardeur» fait partie des consommateurs de drogues de ce quartier.

 Par Rebara Habra

L'entrée du Complexe scolaire Yona est envahie dans la matinée 07 avril. Véhicules des personnels civils et militaires sont garés devant ledit établissement. Dans la cour, aucun élève ne traîne. Seuls, quelques journalistes venus s'enquérir de la situation après l'agression du principal survenue le 06 avril dernier font des va et vient. Au service d'accueil, le fondateur est entouré par un groupe de parents. Celui-ci les renseigne sur l'état de santé du principal du collège. « Le principal n'est pas décédé. J'échange avec lui chaque 1h. Ce qui est dit sur les réseaux sociaux est faux », rassure Emmanuel Youajeu. Il est presque 12h et plus. Les élèves ne sont toujours pas sortis pour la pause. C'est la consigne de l'administration. Autour de 12h20, une visite de la ministre des Enseignements secondaires est annoncée. La sécurité autour de l'établissement se resserre. Arrivée, de Pauline Nalova Lyonga va d'abord faire le



La Minesec face aux responsables du Complexe scolaire Yona.

tour de quelques salles de classe avant de se concerter avec des responsables de l'établissement. Après cet exercice, la Minesec se prête alors aux questions-réponses. «C'est ça une école ? Vous-même, vous pouvez accepter que des citoyens camerounais fréquentent dans cette condition? Vous n'avez ni cour de récréation, ni des salles de classe. Ce n'est pas normal. Une école doit au moins avoir une superficie de 2500 m2. Vous êtes à 1200 m2 », va déclarer Pauline Nalova Lyonga. Pour savoir concrètement sur l'état de santé du principal, la Minesec s'est rendue à l'Hôpital central de Yaoundé. Quant à l'élève «poignardeur» âgé de 19 ans, il est toujours détenu au poste de gendarmerie de Nkolbisson. Selon les déclarations du commandant de la brigade en charge des opérations, le jeune homme serait parmi des consommateurs de drogues du quartier Nkolbisson qui mettent en mal le secteur.

Douala

Comment les ravisseurs ont enlevé le Dr Olivia Dissongo Joki

Appelée pour un entretien d'embauche, elle va tomber dans le piège de ces derniers.

 Par Blaise Djoukep

24h après l'alerte à l'enlèvement tweetée par le ministre de la Santé publique annonçant le kidnapping de sa collaboratrice, le Dr Olivia Dissongo Joki reste introuvable. A l'Hôpital de district de Nylon à Douala où elle travaillait, apprend-on, au service des urgences, le sujet est tabou. Jeudi, 7 avril, l'ambiance est celle des jours habituels. Difficile d'obtenir le moindre mot sur ce sujet. A la moindre évocation de son nom, le personnel se braque. «Seul le directeur peut vous répondre», lance un homme en blouse. A la direction, le directeur fera savoir aux vigiles, tantôt qu'il est en réunion, tantôt qu'il ne reçoit pas. Impossible également de joindre la famille. Au bout du fil du numéro présenté

comme étant celui du géniteur du Dr, personne pour décrocher. Les informations sur les circonstances de l'enlèvement de ce médecin viendront du gouverneur de la région du Littoral. Au cours d'un point de presse donné hier en matinée, Samuel Dieudonné Ivaha Diboua, a déclaré qu'elle aurait reçu un coup de fil de ses ravisseurs se faisant passer pour des responsables d'une structure internationale. Coup de fil selon lequel elle devait se rendre à un endroit précis avec ses dossiers pour un entretien. Elle sera enlevée plus tard par lesdits ravisseurs non loin de l'Aéroport international de Douala et détenue dans un lieu encore secret. Cependant, de nombreuses questions restent en suspens.



Notamment ce qui s'est passé pendant les dernières 24h de la victime, avant son enlèvement.

Sur une photo envoyée à la famille, on peut la voir, poings et pieds ligotés, et assise à même le sol. Selon des sources, une rançon de 200 millions Fcfa est exigée. Le gouverneur appelle la famille à beaucoup de calme, et les populations de la ville de Douala à plus de prudence. Les recherches se poursuivent afin de la retrouver saine et sauve.

Capacités militaro-industrielles

L'économie de défense se peaufine

 Par Paulette Ndong

La salle des actes du ministère de la Défense a accueilli un grand événement le 06 avril dernier. Il s'agit de l'installation des membres du groupe de travail chargé du développement des capacités militaro-industrielles des forces de défense au sein du programme budgétaire «001 défense et intégrité du territoire». Selon le Mindef, Joseph Beti Assomo, par ce geste, le chef de l'Etat, chef des armées a voulu traduire en action sa volonté politique de doter le Cameroun d'une véritable industrie de défense entrant dans le cadre de la Stratégie nationale de développement (Snd30). Un document élaboré par le ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (Minepat). Pour le Minepat, Alamine Ousmane Mey, l'apport de l'armée dans le projet de transformation de l'économie du Cameroun est très important au regard des crises qui se-



Photo de famille après l'installation du groupe de travail.

couent le monde.

Et dans le but de booster l'économie de défense et rendre autonome le Cameroun, le groupe de travail dont les membres ont été installés mercredi dernier ont donc une lourde mission. Mais à en croire le Mindef, tous les membres ont une bonne connaissance des enjeux et défis de développement du Cameroun contenus dans la Snd30. Par conséquent, la stratégie de développement des capacités et des travaux industriels qui sera mise sur pied au Mindef sera en adéquation avec les objectifs de la Snd30.

Les thématiques abordées sont entre autres, l'élaboration d'une planification stratégique complète, l'identification des domaines éligibles et réalisation des études stratégiques de faisabilité, de rentabilité et de bancabilité, et la proposition d'un dispositif d'intelligence économique d'accompagnement.

Insertion économique**Archipelago évalue ses projets**

Le programme qui estime être à 60% de ses réalisations envisage le lancement d'une phase 2.



Par Jenner Onana

Le Cameroun fait partie de grands bénéficiaires du Programme Archipelago. Il s'en tire avec quatre des 20 projets sélectionnés sur un total de 200 propositions faites par les pays des régions du Sahel et du Lac Tchad, concernés par ledit programme. L'information a été révélée au cours de deux jours de travaux- 6 et 7 avril derniers- consacrés à ce programme de formation professionnelle. Des travaux qui se situent dans le prolongement de l'Assemblée générale de la conférence permanente des Chambres consulaires africaines et francophones (Cpccaf), achevée un jour plus tôt (4 et 5 avril).

Comme pour les 8 autres pays bénéficiaires à savoir : le Burkina Faso (2), la Côte d'Ivoire (2), le Ghana (2), le Mali (1), la Mauritanie (2), le Niger (1), le Sénégal (4) et le Tchad (2), les projets camerounais sont portés par le secteur privé au travers des structures représentatives telles que le patronat ou les chambres consulaires. Ainsi, apprend-on, la Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat du Cameroun (Ccima) est porteuse d'un projet sur la réparation automobile et la transformation agroalimentaire. Selon la coordonnatrice du projet, Aïssatou Bobboudji Diop, 49 jeunes, en particulier des migrants, ont déjà été formés dans l'entrepreneuriat et 89 autres dans l'agroalimentaire. Le projet, explique-t-elle, vise à former 360 jeunes. Le second projet camerounais est porté par la chambre



Vue des travaux.

d'Agriculture, des Pêches de l'Elevage et des Forêts (Capef). Il s'articule autour de l'élevage et la production laitière. Les deux autres projets sont tour à tour spécialisés dans la culture du cacao et du poivre, et la maintenance et l'outillage.

Financé par l'Union européenne dans le cadre de son Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique, le programme Archipelago vise, selon Paolo Baldan, Director Management Team de Sequa gGmbH, -l'un des partenaires du programme-, à soutenir la création d'emplois, à la fois qualitatifs et dura-

bles, dans les pays des régions du Sahel et du Lac Tchad. Le programme repose principalement sur : la formation duale comme vecteur d'insertion économique et sociale, assurée par des professionnels des métiers auprès des populations-cibles (jeunes et femmes) ; l'appui aux corps intermédiaires (patronats, chambres, associations d'entreprises) en partenariat avec leurs réseaux de centres de formation professionnelle, moyennant une logique de partenariat/copagnonnage institutionnel Afrique-Europe. Enfin, une démarche fondée sur un diagnostic préalable, permettant de bien comprendre les écosystèmes dans lesquels est inséré le secteur privé et aussi d'identifier les opportunités de marchés pour chaque chaîne de valeur. Selon une évaluation à mi-parcours, le programme est réalisé à 60% de son objectif initial à savoir : former 4 306 jeunes. Par ailleurs, 44 nouveaux modules de formations professionnelles ont été développés. Chaque projet, faut-il le rappeler, a reçu une contribution 600 000 Euros pour une période moyenne de réalisation de 28 mois. Archipelago est piloté par un consortium constitué de Sequa gGmbH, la Cpccaf et Eurochambres-Association des chambres européennes de Commerce et d'Industrie. Au regard des performances sus évoquées, apprend-on, un programme Archipelago 2 est déjà envisagé.

Igor Yegnon**Nos partenaires définissent nos résultats en fin d'exercice**

Le directeur commercial de MTN Cameroon précise l'importance des distributeurs pour cette entreprise, au terme de la giga promo lancée en leur honneur.



Par Blaise Djoukep

Il y a un an vous avez lancé une giga promo. Qu'est-il exactement ?

La giga promo lancée l'année dernière rentre dans l'élan de MTN d'apporter un peu plus de valeur à nos chaînes de distribution à travers nos partenaires, d'accompagner nos distributeurs afin qu'ils donnent le meilleur d'eux-mêmes. Au bout de tous ces efforts consentis l'année dernière, il nous a semblé important de célébrer leurs performances en récompensant tous nos partenaires pour leur résilience et leur loyauté. Nous avons réellement perçu la croissance en termes de performances qu'ils ont eu à apporter. Ce qui définit nos résultats en fin d'exercice et qui montre réellement notre présence même dans les coins les plus reculés, et renforce la base de nos abonnés parce qu'en contact avec les produits MTN.

Quels ont été les objectifs de cette promo ?

A travers ce challenge, nous avons voulu stimuler le marché en améliorant considérablement la présence de nos produits à tous les niveaux de la chaîne avec des mécanismes de gains variés pour nos clients. Nous avons obtenu des résultats satisfaisants et avons compris que la qualité des lots que nous avons mis en jeu (deux voitures de luxe, des motocyclettes, des chèques), a permis de motiver davantage les partenaires.

A travers ces awards, quel message souhaitez-vous transmettre à la chaîne de distribution ?

Au-delà de la forte valeur symbolique des lots, c'est l'ex-



pression de notre gratitude à l'égard de nos partenaires pour leur confiance. Plusieurs parmi eux collaborent avec nous depuis de très longues années. C'est un message d'assurance quant au soutien et à l'accomplissement que nous continuerons de leur apporter. Nous sommes aujourd'hui imbattables sur tous les terrains, grâce à eux. Nous prenons l'engagement de grandir avec eux, et de continuer à fournir un service de qualité à nos clients.

Semaine économique et culturelle

Du 10 au 15 mai prochain à la Haye



Par Sintia Dounang

Du 10 au 15 mai prochain, sera organisée à la Haye aux Pays-Bas la Semaine économique et culturelle du Cameroun, par le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (Minepat). Il s'agit d'une semaine meublée d'espaces de discussions et de partage d'expériences autour des activités centrées sur les secteurs tels que l'agriculture et l'élevage ; l'industrie et l'agro-industrie ; le bois ; l'économie verte ; l'horticulture ; le transport maritime et fluvial ; les mines ; les services numériques ; le secteur financier ; la culture et le tourisme. Une opportunité d'affaires pour les chefs d'entreprises des deux pays, qui pourront nouer des partenariats commerciaux et d'investissement.

Les entreprises désirant faire partie de la mission, devront remplir le formulaire d'inscription disponible sur le site du Minepat www.minepat.gov.cm et le soumettre à l'adresse missioneconomiquehollande@minepat.gov.cm le 12 avril 2022 au plus tard.

Produits de grande consommation

Un Ramadan au goût amer

Farine, sucre, viande de bœuf, riz, lait caillé, entre autres denrées abondamment consommées par les musulmans en période de jeûne, n'échappent pas à l'inflation généralisée qui sévit actuellement dans nos marchés.

Farine de blé

600 Fcfa le kilogramme

 Par Larissa Mbone (Stagiaire)

En période de Ramadan, la farine est très consommée par les musulmans. Ils en utilisent pour faire des croquettes, de la bouillie et des beignets, entre autres. Des produits consommés pour « casser le jeûne » à partir de 18h. Seulement, le prix de la farine a augmenté. Au marché Mvog-Mbi, le 6 avril dernier, le kilogramme qui, selon les commerçants, coûtait 400 Fcfa il y a quelques semaines, est actuellement vendu à 600 Fcfa. Cette hausse affecte les ménages. « Je sors du marché et j'avoue qu'il n'est pas évident de se procurer en quantité suffisante de la farine de blé à cause de son prix », renseigne Aminatou, une musulmane. Les ménagères font recours à d'autres aliments tels que la bouillie du riz et des beignets faits à base d'autres produits pour casser le jeûne. « A défaut de ce qu'on aime, on se contente de ce qu'on a », révèle Aminatou.



gnets faits à base d'autres produits pour casser le jeûne. « A défaut de ce qu'on aime, on se contente de ce qu'on a », révèle Aminatou.

Sucre

Prix amer

 Par Mystère Mbengtee (Stagiaire)

Il fait partie des produits les plus consommés par les musulmans. Le sucre est utilisé pour faire du café, du thé, de bouillie, les jus, entre autres. Aux dires des musulmans, ce produit est presque incontournable. « Avant le début du jeûne à 6h, je fais des boissons chaudes que nous consommons. Au moment de casser le jeûne. Nous utilisons donc beaucoup de sucre. Seulement son prix a augmenté », explique Fatimatou, femme au foyer. En effet, le kilogramme du sucre qui était vendu à 700 Fcfa coûte actuellement 750 Fcfa. Il en est de même du carton de sucre



en morceau qui est vendu à 750Fcfa. En détail, cinq carreaux de sucre coûtent 25Fcfa. Cela s'avère cher pour les ménages qui font recours à d'autres moyens. « Nous utilisons du miel qui vient de Minim Martap », révèle Moussa Ousseni, un musulman rencontré au marché Mvog-Mbi. Comme lui, plusieurs musulmans trouvent des astuces pour sucrer les boissons chaudes.

Lait caillé

Prix à vau l'eau

 Par Josiane Atangana Ottou (Stagiaire)

Le lait caillé est régulièrement utilisé par les familles musulmanes pour la fabrication du kossam, un yaourt local très prisé dans le Grand Nord et même déjà dans la partie Sud-Cameroun. Le lait caillé, selon certains musulmans rencontrés le 6 avril dernier, devient de plus en plus coûteux. Confirmation a été faite au Marché Mvog-Mbi. Son kilogramme qui coûtait 3500 Fcfa est actuellement vendu à 4000 Fcfa. Le demi kilogramme est vendu à 2000 Fcfa au lieu de 1700 Fcfa autrefois. « Le lait caillé est déjà trop cher. Nous avons opté



pour la bouillie de soja pour casser le jeûne », renseigne Habibatu, femme musulmane au foyer. « Je n'ai pas le choix, j'achète un kilogramme de lait caillé chaque semaine pour que mon épouse puisse faire du kossam aux enfants », indique Bouba. Au marché, l'inflation touche presque tous les secteurs. Selon les pouvoirs publics, cela est dû à la crise sanitaire à COVID-19, et tout récemment le conflit entre l'Ukraine et la Russie.

Riz

Prix constant

 Par Mystère Mbengtee (Stagiaire)

Le riz est l'un des aliments les plus consommés dans les ménages camerounais. En cette période de jeûne de Ramadan, les musulmans utilisent du riz pour une consommation directe et pour faire de la bouillie et des beignets. Au marché, le kilogramme de riz coûte entre 400Fcfa et 600Fcfa. Les prix varient d'une marque à une autre. « On détaille le riz selon le prix du sac qui change selon la marque. Le sac de riz « mémé cassé » par exemple coûte 14 500Fcfa, on détaille le kilogramme à 600Fcfa. En général plus le riz est cher plus il est de bonne qualité », explique Marthe M., une vendeuse. Certains préfèrent le riz « parfumé » qui est de bonne qualité et coûte un peu plus cher que le riz vendu en détail. Il est emballé dans des petits sacs plastiques. Le sachet d'environ 1 kilogramme de la marque « Broli » coûte 1000Fcfa. Pour la bouillie et les beignets, les riz utilisés sont ceux vendus à 500 Fcfa le kilogramme. Dans des familles musulmanes,



le prix du riz est de plus en plus décrié. « Le kilogramme de riz coûte trop cher. Il est actuellement difficile de faire des œuvres de charité comme cela est prescrit par les saintes écritures », fait savoir Aïssatou, une femme musulmane.

Viande de bœuf

Croissance exponentielle des prix

 Par Larissa Mbone (Stagiaire)

Riche en protéine, la viande est un aliment très sollicité par les musulmans en période de Ramadan. Elle est consommée pour rompre le jeûne. Cependant, son prix n'est pas à la portée de tous musulmans. En effet, le kilogramme de viande sans os coûte 3000 Fcfa et celui avec os 2500 Fcfa. « Cette année est différente de l'année dernière. Tout est cher sur le marché », re-



marque Aïssatou, ménagère. « Mais, poursuit-elle, nous sommes obligés de supporter car on ne peut pas s'en passer ». La viande de bœuf apprend-on, est mangée dans toutes les sauces chez les musulmans.

Dr Patrick Eloundou

Nous pouvons produire des médicaments pour toute l'Afrique centrale

Pharmacien industriel, le Pdg de Tebimosa Pharmaceuticals a lancé en 2016 la construction d'une usine de fabrication de médicaments non loin d'Obala, dans le département de la Lekié (région du Centre). Montant de l'investissement : 10 milliards Fcfa incluant le fonds de roulement. A côté des 1,2 milliards Fcfa investis sur fonds propres dans le projet, en 2017, l'ex-ministre de l'Economie, Louis Paul Motaze, avait accordé une subvention d'investissement à hauteur de 1,5 milliards Fcfa à ce Camerounais de la diaspora via la fameuse ligne 94, mais cette décision avait été rapportée par son remplaçant au poste. En 2020, ce dernier proposera plutôt 500 millions Fcfa à verser en deux tranches, soit 300 millions Fcfa en la même année et 200 millions Fcfa en 2021. Mais à ce jour, Patrick Eloundou n'a reçu que 200 millions Fcfa. Et les multiples relances et demandes d'audience adressées au Minepat sont restées lettre morte, sans justification, alors que des équipements pharmaceutiques d'une valeur de 136 millions Fcfa importés dans le cadre de ce projet dorment à la belle étoile, faute d'infrastructure pour les y loger.



Par Jean De Dieu Bidiás

C'est quoi le projet Tebimosa Pharmaceuticals et qui se cache derrière ?

Nous avons démarré le projet Tebimosa Pharmaceuticals dont je suis le Pdg et pharmacien responsable en 2016. En 2017, nous avons obtenu notre agrément de laboratoire de production pharmaceutique et en 2018 nous avons lancé notre premier produit qui est un médicament qu'on appelle Arlumbé et un autre contre les mycoses qu'on appelle Flucone. En 2019, nous avons démarré la construction de notre usine pharmaceutique que nous avons finalisée en 2021. On s'est ensuite diversifié dans les médicaments contre les cancers. Nous avons également une gamme désinfectante et un autre produit contre les vers intestinaux qui va sortir. C'est les produits dont nous sommes propriétaires. Ce projet naît de mon expérience personnelle. Je suis pharmacien industriel, formé à l'université de Grenoble en France, avec une spécialisation à l'Institut de pharmacie industrielle de Lyon et une formation complé-



mentaire en management dans le même institut et une formation en finance à Hec Paris. J'ai travaillé sur les vaccins ; récemment j'étais chez AstraZeneca où j'ai été le pharmacien responsable pour la libération des vaccins contre le Covid-19 pour le marché européen. En gros, j'ai un savoir-faire dans l'industrie pharmaceutique que ce soit dans la production, la qualité, la recherche au développement, le management général. C'est ce qui m'a poussé à créer Tebimosa Pharmaceuticals afin que le Cameroun bénéficie de mon savoir-faire et donner un sens aux choses, à ma vie. Tebimosa Pharmaceuticals aujourd'hui c'est 52 collaborateurs sur 10 villes et dans six pays. Notamment, à Yaoundé au Cameroun qui abrite le siège et une usine à Mfomakap dans le département de la Lekié. On a des bureaux à Douala, Garoua et Bafoussam. On a des bureaux à l'extérieur du Cameroun, notamment à Bangui en République centrafricaine, à Brazzaville au Congo, à Libreville au Gabon, mais également à Paris Bruxelles.

On a un laboratoire qui fabrique des produits contre le cancer ; nous y travaillons en collaboration avec des laboratoires étrangers, mais nous faisons le conditionnement sur place. On a 52 références aujourd'hui que nous mettons à disposition des deux plus grands hôpitaux du Cameroun que sont l'hôpital général de Yaoundé et l'hôpital général de Douala. Nous avons quatre cœurs de métiers. Aujourd'hui nous parlons de la pharmacie, mais on s'est lancé aussi sur tout ce qui concerne les recherches sur les plantes médicinales et les médicaments traditionnels améliorés. Nous avons également l'ambition d'exploiter la matière première locale pour l'industrie cosmétique. Il y a beaucoup d'industries qui recherchent la matière première tropicale dans des pays comme le nôtre. On peut en devenir exportateurs, mais au-delà de ça, on a une activité hospitalière, notamment la fourniture des consommables hospitaliers. Nous menons par ailleurs des activités liées au consulting. En gros, nous mettons à la disposition des laboratoires internationaux notre savoir-faire. C'est d'ailleurs ce qui m'a conduit à AstraZeneca. C'est des activités qui nous permettent d'autofinancer notre laboratoire. Nous n'avons pas de financements des banques ; seuls les actionnaires mettent des fonds dans le projet et, à ce jour, nous avons investi 1,2 milliard Fcfa depuis 2016.

Vous avez sollicité des financements du gouverne-

ment et, en 2017, l'ex-ministre de l'Economie – aujourd'hui ministre des Finances – vous a accordé une subvention d'investissement à hauteur de 1,5 milliard Fcfa à travers la fameuse ligne 94. Mais à ce jour, cet argent n'a pas été décaissé au profit de votre projet. Que s'est-il passé ?

C'est un projet grandiose de 7 milliards Fcfa d'investissement, uniquement dans le volet construction et machines. Nous sommes à environ 10 milliards Fcfa lorsqu'on inclut ce que nous appelons le Working Capital, c'est-à-dire, le besoin en fonds de roulement. Vous imaginez bien qu'il est difficile de financer tout cela sur fonds propres. Donc, nous avons sollicité en 2017 l'ex-ministre de l'Economie en sachant que la pharmacie fait partie des cinq piliers de l'objectif d'émergence à l'horizon 2035. Il nous a accordé une subvention de 1,5 milliard Fcfa. Mais jusqu'en 2019, cette subvention n'a pas été versée. C'est pourquoi nous avons démarré sur fonds propres parce qu'on dit, « aide-toi et le ciel t'aidera ». On a commencé à construire avec nos propres moyens, on a acheté nos machines, etc. En 2020, il y a eu une deuxième décision de l'actuel ministre de l'Economie qui abrogeait celle de son prédécesseur ; elle réduit la subvention à 500 millions Fcfa. On a accepté. Cette décision prévoyait un versement de 300 millions Fcfa en 2020 et un autre de 200 millions Fcfa en 2021. Il y a un cahier de charges qui a été signé par rapport à tout ça. Malheureusement, en 2020, au lieu de 300 millions, nous avons reçu 200 millions Fcfa. Et ce que nous avons touché effectivement c'est 164 millions Fcfa puisque l'Etat prélève les impôts et la Tva. Grâce à cet apport du gouvernement, nous avons pu faire une extension de l'usine de Mfomakap et acheté un certain nombre d'équipements. Et comme on avait l'engagement du gouvernement, on était crédible auprès des constructeurs de certaines machines qui nous ont fait des travaux sans avoir perçu la totalité de l'argent. Quand une machine et déjà en fabrication on ne va pas arrêter ! Ils ont terminé les travaux sur cette seule base. On a sorti, en gros, 336 millions Fcfa en s'endettant. En 2021 on espérait, conformément au cahier de charges, obtenir le reste de la subvention qui représente 300 millions Fcfa pour régler cette dette, mais il n'y a pas eu de décaissement. Nous avons adressé plusieurs lettres de relance au ministre et des demandes d'audience, qui sont restées lettre morte.

En clair, vous attendez cet argent pour régler vos dettes ?

L'objectif pour nous aujourd'hui est d'obtenir ce reste pour au moins faire face à nos dettes. Nous avons fait une extension dans laquelle nous avons installé une grosse machine qui peut fabriquer jusqu'à 2 millions de comprimés par jour. Nous avons une capacité de production, mais nous ne pouvons pas utiliser la machine parce qu'il nous manque un groupe électrogène de puissance. Nous sommes déjà endettés de plus de 170 millions Fcfa faute de n'avoir pas reçu cette subvention dans le cahier de charges. Dans la localité d'Obala, il y a des coupures de courant tout le temps. Certes, nous avons un régulateur de tension que nous avons acheté, mais nous ne pouvons pas produire sans énergie. Donc, il nous faut absolument ce groupe électrogène. Au-delà de ça, nous avons stockés dans un conteneur, l'équivalent de 135 millions Fcfa d'équipements de production depuis avril 2021. Avec l'humidité quand il pleut et la chaleur quand il fait chaud, il y a un risque de perdre cet investissement. La raison c'est qu'on n'a pas de bâtiment pour les y stocker. On avait également prévu d'en construire un dès le versement de la deuxième partie de la subvention. Si cela avait été fait, on serait en pleine activité quand on sait les enjeux de maladies. On est la seule entreprise au Cameroun qui a cette capacité de production et doit pouvoir tourner afin de soulager non seu-

>>>>>

>>>>>

lement les populations camerounaises, mais aussi dépanner le marché sous-régional.

D'après vous, qu'est-ce qui bloque le décaissement de la deuxième partie de la subvention d'un montant de 300 millions Fcfa ?

Je n'aime pas tirer sur les individus. Moi je suis plutôt pour qu'on travaille de manière responsable. Cette situation est un gâchis pour les populations, le gouvernement et nous-mêmes. Tebimosa Pharmaceuticals va créer 500 emplois sur cinq ans. Il emploie aujourd'hui 52 jeunes et c'est déjà pas mal. Tebimosa Pharmaceuticals est le fournisseur unique en médicaments contre le cancer des hôpitaux généraux de Yaoundé et Douala. Il a fourni 17500 traitements anti-cancéreux. Nous avons un produit contre le cancer, le Cytotere, que nous vendons dans ces hôpitaux à 30.000 Fcfa, alors que le même médicament qui est le Taxotere est vendu par Sanofi à 210.000 Fcfa. Vous imaginez l'impact social ! Nous sommes censés permettre aux gens de guérir du cancer à des prix vraiment accessibles. Au-delà de ça, il y a la formation parce que, nous accueillons des jeunes qui sont dans des facultés de pharmacie et des écoles d'ingénieurs qui pourraient se former chez nous ; il y a le transfert de technologie. Nous avons un partenariat stratégique qui est tel que, d'ici deux ans, nous devrions construire la première usine de production de médicaments contre le cancer dans toute l'Afrique centrale. Il faut démontrer à ces partenaires que le marché est bon, que le marché est fluide. Si on est bloqué avec des dettes, avec un manque d'infrastructures pour faire cette production-là, clairement les partenaires n'auront pas confiance. C'est la raison pour laquelle je demande aujourd'hui aux autorités compétentes de faire ce qu'il y a lieu de faire. Nous sommes sur un investissement de 7 milliards Fcfa. On ne demande pas à l'Etat d'investir 7 milliards Fcfa, puisque nous-mêmes nous mettons la main dans la poche. Mais, si nous avons une promesse de 300 millions Fcfa grâce à laquelle nous avons pris des engagements, au moins qu'elle soit tenue parce que derrière, il y a un impact positif pour le Cameroun. Notre pays importe aujourd'hui 98% de ses médicaments. Ce n'est pas normal ! Il faut que le Cameroun puisse avoir cette force de production.

Est-ce que le cas Tebimosa Pharmaceuticals expose un paradoxe, au moment où le gouvernement du Cameroun organise des campagnes pour appeler la diaspora à venir investir dans le pays ?

Evidemment ! C'est d'autant plus paradoxal que, lorsqu'est survenu le Covid-19 en 2020 et que les frontières étaient fermées, le chef de l'Etat avait instruit le Premier ministre de mettre en place un dispositif pour trouver des solutions endogènes à la crise. Il a voulu que nous ne soyons plus dépendants de l'étranger en matière de médicaments. Pour avoir la chloroquine, par exemple, c'était impossible. C'est paradoxal qu'en 2021, après des visites du ministère de l'Economie sur nos installations, du ministère de la Santé publique, etc., que l'on n'ait pas vu la nécessité de décaiser une subvention promise à notre profit.

Vous vous adressez donc directement au ministre de l'Economie ?

Une fois encore, je ne voudrais pas parler des personnes. J'imagine que le ministre a beaucoup de préoccupations, qu'il a des arbitrages difficiles. Donc, je n'ai pas envie de tirer sur lui. Du tout. J'en appelle simplement à la responsabilité collective. Et comme c'est lui qui a la charge de ce ministère, je crois que c'est lui qui a le pouvoir de signature. Si les 300 millions Fcfa sont mis à disposition, on aura non seulement la possibilité de produire 2 millions de comprimés par jour, mais aussi Tebimosa Pharmaceuticals pourra produire pour toutes les autres entreprises qui inventent des médicaments mais n'ont pas de capacité de production.

Au vu de la situation que vous décrivez, le projet Tebimosa Pharmaceuticals est-il vraiment hypothéqué ?

Aujourd'hui on est dans une situation très très difficile. Le fait de nous avoir fait prendre des engagements vis-à-vis des partenaires en s'appuyant sur le cahier de charges signé, nous a mis dans une situation difficile. Nos parte-

naires ont perdu confiance, ils nous attaquent, ils nous envoient des lettres de menaces. On peut même mourir et ce serait dommage. Les conditions dans lesquelles nous faisons des productions, c'est tellement petit que nous sommes obligés d'entreposer nos équipements de contrôle qualité. Et au moment où on doit faire la production, on les sort pour les ramener après. J'ai écrit plusieurs fois au ministre de l'Economie, notamment lorsque nous devions produire les 17500 traitements contre le cancer pour les hôpitaux généraux de Yaoundé et Douala, pour lui dire qu'on n'avait pas d'endroit pour stocker la matière première qui arrivait. C'est quand même des produits sensibles ! Tout ceci met à risque tous les investissements que nous avons déjà faits.

Au-delà des difficultés à poursuivre les investissements, vous produisez des médicaments et offrez des prestations qui vous permettent quand même de faire du chiffre...

Les investissements réalisés sur fonds propres nous ont permis de faire 3 millions Fcfa de chiffre d'affaires. En 2019 on a fait 50 millions Fcfa. En 2020 on a fait 200 millions Fcfa et en 2021 on a fait 330 millions Fcfa. On est quand même sur une bonne évolution de l'entreprise. C'est important de le souligner. Avec l'accompagnement du gouverne-

ment, en 2022, nous avons projeté notre chiffre d'affaires à 1,3 milliards. En 2023, on monterait à 2,6 milliards Fcfa, à 5,3 en 2024 et atteindre 20 milliards Fcfa en 2026. Ici on est sur une rentabilité de 70%. Ça veut dire que le coup de pouce qu'on pourrait nous apporter est fait à une entreprise sérieuse, dirigée par des personnes sérieuses qui ont le sens de la rigueur de la gestion et surtout qui va être pérenne. Vous voyez qu'on peut faire quelque chose de magnifique pour le Cameroun, pour l'Afrique centrale, voire pour l'Afrique subsaharienne. Aujourd'hui nous avons tout un réseau de distribution de nos produits. Nous sommes avec Laborex et Ubipharm qui sont les deux grands grossistes répartiteurs et ça fait que nos médicaments sont disponibles dans plus de 750 structures de santé au Cameroun. On est aujourd'hui partenaires des deux hôpitaux généraux du Cameroun, de l'hôpital Jamot, du Centre des urgences de Yaoundé, du comité national de lutte contre le cancer, etc. Nous avons des liens institutionnels, notamment le ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement technologique qui est allé visiter notre usine le 20 août 2020, des délégations du ministère de la Santé publique qui y va régulièrement, etc. Du point de vue construction et équipement, nous le faisons de manière modulaire. On ne fait pas tout en même temps.



Mfomakap. L'une des machines de fabrication de médicaments.

Bio express

Dr Patrick Eloundou a 25 ans d'expérience dans l'industrie pharmaceutique de production selon les standards qualités EU GMPs et FDA, notamment comme directeur général de sites en Europe et en Afrique. Il a travaillé pour : Unither, Gannat (France) comme directeur général de site et pharmacien responsable ; Delpharm, Drogenbos (Belgique) comme directeur de site ; Peters Surgical, Bobigny (France) en qualité de directeur de site ; Pharmaquick, Cotonou (Benin) comme directeur de site ; Delpharm, Brétigny (France) comme directeur qualité et pharmacien responsable ; GSK, Evreux (France) en qualité de responsable sous-traitance ; GSK Vaccines, Wavre (Belgique) comme GMP Coach/Mentor and Risk Leader ; UCB Pharma, Braine l'Alleud (Belgique) comme responsable qualité ; Biophéla (Next Pharma), Monts (France) en qualité de responsable production ; Schering Plough (MSD), Caen – France comme expert qualification/validation/process.



United Nations Children's Fund

APPEL D'OFFRES OUVERT LRPS-2022- 9174222 :

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance au Cameroun - UNICEF - lance un appel d'offres # **LRPS-2022- 9174222 pour la Réalisation de 03 systèmes photovoltaïques d'approvisionnement en eau potable dans certaines formations sanitaires de la région de l'Est du Cameroun.**

Les dossiers d'appels d'offres sont disponibles à compter du Jeudi 07, Avril, 2022.

Tous les fournisseurs désireux de soumissionner à cet appel d'offres sont priés d'envoyer un mail à l'adresse suivante : yaoundesupply@unicef.org à compter du 07, Avril, Réalisation de 03 systèmes photovoltaïques d'approvisionnement en eau potable dans certaines formations sanitaires de la région de l'Est du Cameroun pour obtenir le dossier d'appel d'offres en mentionnant la référence de l'appel d'offres sollicitée.

La date limite de dépôt des offres est fixée au :
21 Avril 2022 à 12 heures au bureau de l'UNICEF Yaoundé



United Nations Children's Fund

APPEL D'OFFRES OUVERT LITB-2022- 9172744 :

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance au Cameroun - UNICEF - lance un appel d'offres # **LITB-2022- 9172744 pour la mise en place d'un accord a long terme pour la FOURNITURES DE BUREAU ET SCOLAIRES**

Les dossiers d'appels d'offres sont disponibles à compter du Jeudi 31, Mars, 2022.

Tous les fournisseurs désireux de soumissionner à cet appel d'offres sont priés d'envoyer un mail à l'adresse suivante : yaoundesupply@unicef.org à compter du 31 Mars, FOURNITURES DE BUREAU ET SCOLAIRES pour obtenir le dossier d'appel d'offres en mentionnant la référence de l'appel d'offres sollicitée.

La date limite de dépôt des offres est fixée au :
18 Avril 2022 à 17 heures au bureau de l'UNICEF Yaoundé

**KING'S AND TRADITIONAL
RULER ANTHEM**

- A day celebrated, by kings and traditional rulers
- Holders of our preserved culture
- Sow peace and unity
- Spirituality, no to division
- Yes to reconciliation and peace
- Restore traditional authority
- Wocotomadi universal
- For the harmony of our people
- Homage to our ancestral values and our cultures

OTHEO
Mail : otheo@yahoo.fr Tel : (+237) 677 58 03 58

Mutations
QUOTIDIEN

**Inform, révéler et raconter,
expliquer et s'engager**



Contacts

- ▶ 679 19 30 28
- ▶ 698 24 99 29
- ▶ 691 54 55 38
- ▶ 699 50 46 70

Fête du 20 mai

45 minutes pour la parade civile

Le préfet du Mfoundi l'a précisé hier jeudi, à l'issue de la réunion préparatoire avec les partis politiques dont le passage durera 15 minutes.



Par Cyril Essissima

Après deux ans de suspension pour cause de pandémie du COVID-19, le défilé civil et militaire reprend droit de cité à l'occasion de la 50e édition de la Fête nationale le 20 mai prochain. Le directeur du cabinet civil (Dcc) de la Présidence de la République, Samuel Mvondo Ayolo, l'a confirmé le 05 avril dernier à travers un fax à l'intention des chefs de missions diplomatiques du Cameroun à l'étranger.

Pour cette édition, le défilé civil durera 45 minutes dont 15 pour les partis politiques représentés à l'Assemblée nationale. Tout ceci dans le strict respect des mesures barrières. C'est la principale information à l'issue de la concertation entre le préfet du Mfoundi, Emmanuel Djik-dent, et les responsables des partis représentés à l'Assemblée nationale. Au cours de cette rencontre, les échanges ont également porté sur les messages à véhiculer ce jour-là. De son côté, le ministre de la Jeunesse et



Arrivée du chef de l'État lors de l'édition 2019.

de l'Éducation civique, Mounouna Foutsou, a également tenu une réunion préparatoire avec ses collaborateurs en prélude à la Fête nationale. Habituellement, la cérémonie présidée par le chef de l'État au Boulevard du 20 mai à Yaoundé met souvent environ une heure et demi, hormis la réception en soirée au Palais de l'Unité. Cette dernière n'aura cependant pas lieu, d'après le message du Dcc.

Du reste, le thème de cette 50e édition est : « Forces de défense et de sécurité au service du peuple, pour la préservation de la paix sociale et de la cohésion nationale, gage de l'émergence du Cameroun ». Sur le site des festivités au Boulevard du 20 mai, l'heure est à la grande toilette. À coups de marteau et de peinture, des ouvriers s'affairent depuis plusieurs jours à reluire la tribune présidentielle.

Assemblée nationale

Pourquoi les députés boycottent la session

Le phénomène est devenu récurrent si bien que le président de l'auguste chambre l'a relevé cette semaine pour le décrier.



Par Cyril Essissima

Tout le monde a pu le constater, à savoir que l'hémicycle de l'Assemblée nationale est de plus en plus clairsemé depuis le début de la session de mars 2022. Un phénomène devenu tellement flagrant et récurrent qu'il n'a pas échappé au président de la chambre basse du Parlement. À la faveur de la séance plénière du 04 avril dernier, Cavaye Yeguié Djibril a interpellé les députés absenteïstes dans un style un peu narquois, non sans rappeler que c'est un devoir de prendre part aux travaux de la session. Ils ont dit à leurs électeurs qu'ils allaient à l'Assemblée. Mais ils ne sont pas là. L'autre jour, ils étaient 38, vous étiez 38. Vous devez être au moins 100 », s'est-il offusqué. Pantois, le président de l'Assemblée nationale a exprimé son incompréhension quant à l'attitude de ses jeunes collègues. « Nous en 70, Hamadou Hayatou, quand quelqu'un ne vient pas, il coupe le salaire. Et depuis nous avons tout changer. On ne coupe plus le salaire. Mais venez quand même ! Quand vous rentrez dans vos villages, si on vous pose la question : Qu'est-ce qu'on a dit à l'Assemblée... ? Chers collègues venez ! Venez ! Vous êtes élus pour ça. Pour venir vous asseoir là », a appelé Cavaye Yeguié Djibril. Heureusement ce jour-là, ils étaient 102 députés présents. Ce qui permet à l'auguste chambre de délibérer valablement.

Au regard de ce comportement buissonnier de certains parlementaires, on est tenté de faire le lien avec le malaise que vivent les députés ordinaires vis-à-vis de leurs collègues du bureau.

Frustrations

Dans les couloirs de l'hémicycle, la différence de traitement en terme d'avantages entre les deux catégories d'élus fait grincer des dents. C'est que la distribution en catimini de véhicules 4*4, Land Cruiser et Prado flamboyants neufs tout droit venus de Dubaï le week-end dernier aux 23 membres du Bureau qui a fuité à cause de l'agitation du questeur Pauline Ndoumou, est venue relancer les frustrations et la colère des députés et



Une vue de l'hémicycle.

le mal-être qu'ils subissent depuis au moins deux législatures en raison des multiples discriminations dont ils sont l'objet notamment les députés ordinaires.

Les plaignants réclament la dotation à leur profit de véhicules neufs en lieu et place des 10 millions de dotation d'achat de véhicule. À défaut, ils réclament l'augmentation à 20 millions de leur dotation véhicule. Pas moins. Des députés approchés se plaignent du fait que 10 millions ne peuvent suffire pour acheter un bon véhicule, de surcroît un véhicule qui pourrait tenir cinq ans à défaut de refléter le prestige de la fonction d'élus du peuple. Cet épisode de véhicules vient s'ajouter aux nombreuses autres récriminations des députés sur la gestion de la chambre et les privilèges exorbitants que s'octroient certains membres du bureau notamment les questeurs.

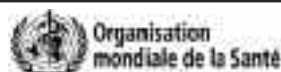
En dehors des membres du bureau, ils accusent certains députés proches du cabinet du président de l'Assemblée nationale de bénéficier presque tous les mois de missions fictives à l'étranger grassement payées sans déplacement effectif. Par ailleurs, ces mêmes députés se narguent la majorité, se vantant quelques fois d'obtenir tout ce qu'ils veulent et toutes les signatures. Pendant que les autres députés peinent à joindre les deux bouts face aux multiples sollicitations de la base. «

Nous sommes venus les accompagner », entend-on chez certains. Ils justifient aussi le fait que beaucoup d'entre eux préfèrent rester à Yaoundé au lieu de rentrer dans leur base à la fin de la session. « Nous allons entretenir la base avec quoi ? Nous ne sommes pas les maires qui ont un budget à gérer ».

Conséquences

« Dès que vous avez réalisé votre micro-projet avec les 8 millions avec quoi vous allez entretenir les populations ? Votre indemnité parlementaire ? Si c'est le cas vous allez rentrer plus pauvre de l'Assemblée Nationale que vous n'êtes arrivés », rumine un autre élu qui renchérit : « Nous souhaitons qu'il y ait plus d'équité et de justice à l'Assemblée nationale. » Selon nos sources, environs 4 milliards sont remis au début de chaque législature à l'Assemblée nationale comme dotation aux députés nouvellement élus. S'il est un aspect avec lequel les parlementaires ne transigent pas, c'est bel et bien leurs véhicules de fonction. Lors de session de juin 2021, ils s'étaient levés comme un seul contre le ministre des Finances pour réclamer ce qui leur revient de droit. À défaut de leur donner des véhicules tout neufs Prado et Toyota Hilux pick-up 4*4, ces élus de la nation souhaitent voir leur dotation de véhicule passer de 10 à 20 millions de Fcfa.

Cette atmosphère crispée pourrait alors expliquer le boycott de la session par certains députés. Un comportement qui n'est pas sans conséquences. En effet, l'article 100 (1) de l'institution dispose que « lorsqu'un député est absent à trois séances consécutives, sans excuse légitime admise par l'Assemblée Nationale, il perd le bénéfice de la moitié de son indemnité législative pendant la durée de son absence et les deux mois qui suivent sa reprise d'activité ». Plus sévère, l'article 101 va plus en disposant que « lorsque l'absence d'un Député s'étend sur trois sessions ordinaires consécutives, sans excuse légitime admise par l'Assemblée nationale, le bureau de l'Assemblée nationale constate la démission d'office du député concerné ».



BUREAU DU REPRESENTANT DE L'OMS POUR LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Tél. (237) 22 21 02 58 / 22 21 20 80/81 Fax : (237) 22 21 10 77 Email : cm_recruitment@who.int

RECRUTEMENT DE CONSULTANTS NATIONAUX POUR L'APPUI TECHNIQUE DES ACTIVITES DE VACCINATION SUPPLEMENTAIRES AVEC LE NOUVEAU VP02 (nVP02) AU CAMEROUN

Termes de références	
Titre de poste	Consultant Epidémiologiste /Santé publique pour la riposte à l'épidémie de PVDVc2 avec le nouveau VP02
Durée	Trois (3) mois
Lieu d'affectation :	Régions Adamaoua, Centre, Est, Extrême-nord, Littoral, Nord, Ouest et Sud

1. Contexte et justification

Le Cameroun a adhéré à l'Initiative Mondiale d'Eradication de la Poliomyélite qui préconise quatre stratégies à savoir : le renforcement de la vaccination contre la poliomyélite en routine ; le renforcement de la surveillance épidémiologique ; le renforcement des activités de communication en faveur de la vaccination et la mise en œuvre des activités supplémentaires de vaccination préventives ou de riposte de qualité. Pour la mise en œuvre de la quatrième stratégie de cette initiative, l'organisation des activités supplémentaires de vaccination de qualité demeure un impératif pour le Cameroun afin de maintenir le statut de pays « libre de polio » obtenu le 18 juin 2020.

Le contexte actuel est marqué par la détection de quatre cVDPV2 détectée au Cameroun dans la Région de l'Extrême-nord, notamment dans les districts de santé (DS) de Gouffey, Fotokol et Kousséri. Il s'agit de trois cas humains et un échantillon environnemental positif. Les virus détectés au Cameroun étaient de même émergence (NIE-ZAS-1), identifiée initialement au Nigeria. La confirmation de ces cas intervient dans un contexte marqué par la comptabilisation au 31 décembre 2021 au Nigeria de 920 cVDPV2 détectés toutes sources confondues dont 767 détectés dans les six derniers mois, dénotant d'une escalade de l'épidémie. Quatre Etats du Nigeria (Borno, Adamawa, Benue et Taraba) frontaliers au Cameroun sont également des foyers épidémiques.

Parallèlement, l'analyse des performances des couvertures vaccinales de routine en VP03 et VPI restent sous optimales ces trois dernières années dans quelques régions par rapport aux objectifs fixés malgré les nombreux efforts fournis.

Face à cette situation épidémiologique, les premières mesures en cohérence avec les directives de l'Initiative Mondiale de l'Eradication de la Poliomyélite doivent être envisagées, dont :

- La déclaration de l'épidémie comme une Urgence de Santé Publique de Portée Internationale ;
- La conduite d'une investigation épidémiologique et socio-anthropologique détaillée ;
- La coordination et la mise en œuvre urgente d'une campagne de riposte avec le vaccin antipoliomyélique oral nouvel de type 2 (nVP02) selon les procédures opérationnelles Standard pour stopper la circulation de ce virus dans les 120 jours ;
- L'intensification de la surveillance épidémiologique des Paralysies Flasques Aigues et de la surveillance environnementale ;
- Le renforcement de l'immunité de la population y compris celle des populations spéciales, en intensifiant la vaccination de routine.

Dans le souci de prévenir le risque en constante évolution de cVDPV2, les partenaires de l'IMEP recommandent l'utilisation du nouveau vaccin antipoliomyélique oral de type 2 (nVP02), qui protège les personnes vaccinées contre les poliovirus, et limite également le risque de voir émerger des poliovirus dérivés d'une souche vaccinale ou des cas de poliomyélite paralytique associée au vaccin.

C'est dans ce cadre que le Ministère de la Santé Publique à travers le Programme Elargi de Vaccination prévoit organiser une campagne de vaccination de riposte en 2 tours dans les 10 régions du Cameroun en synchronisation avec les Etats voisins. Ces campagnes ont pour but de renforcer l'immunité des enfants de 0 à 59 mois y compris les réfugiés et les nomades et de limiter la survenue des cas de cVDPV2 post campagne.

A cet effet, l'OMS propose son appui technique à travers le recrutement de 60 épidémiologistes qualifiés pour l'appui dans les régions de l'Adamaoua, Centre, Est, Extrême-nord, Littoral, Nord, Ouest et Sud.

2. Description des activités

Sous la coordination générale du Représentant pays de l'OMS et la supervision directe du point focal en charge de la vaccination au bureau OMS-Cameroun, l'épidémiologiste sera en charge d'appuyer le district de santé d'assignation dans la coordination et mise en œuvre des activités de vaccination contre la poliomyélite avec le nVP02 :

• Œuvrer à ce qu'avant les AVS :

- 100% des réunions préparatoires soient organisées par le district sanitaire (DS)
- 100% des DS atteignent au moins 90% des préparatifs une semaine avant la campagne dans l'outil de suivi des préparatifs (dashboard)
- S'assurer que 100% des DS transfrontalières tiennent au moins une réunion transfrontalière par semaine
- S'assurer que 100% des Aires de Santé font le listing des enfants perdus de vue avant le début des formations et remettent ces listes au relais/mobilisateurs en vue de les récupérer et qu'au moins 80% de ces enfants perdus de vue sont récupérés durant les AVS
- S'assurer que 100% des Aires de Santé font la microplanification détaillée précisant les éléments suivants : la liste nominative des vaccinateurs, des mobilisateurs, des superviseurs des vaccinateurs et des mobilisateurs, des crieurs, des moniteurs de flacons et superviseur de moniteurs, les zones d'accès difficiles et les stratégies spécifiques pour les attendre, le plan de déploiement et de progression de chaque équipe et des superviseurs de J1 à J3
- S'assurer que 100% des superviseurs utilisent les check-lists de supervision ODK avant les AVS
- Appuyer le DS dans la formation et le briefing des superviseurs de proximité et des équipes de vaccination

- Apporter un appui sur le renseignement et l'envoi quotidien du Dashboard
- S'assurer de l'effectivité et de la qualité de la mob soc
- Collecter toutes les informations manquantes du DS
- Vérifier que tout ce qu'il faut pour le DS été envoyé (vaccins et intrants, outils de gestion)
- Maîtriser les différents outils utilisés

• Œuvrer à ce que pendant les AVS :

- 100% des superviseurs à tous les niveaux utilisent les check-lists de supervision ODK pendant les AVS
- 100% administrent le questionnaire de MI ménages à 90 parents/gardiens d'enfants (soit 9 formulaires) par jour pendant les AVS (MI in-process) et fait le feedback à la coordination locale des AVS pour action correctrice
- Appuyer le DS dans l'élaboration d'un plan de travail de supervision et veiller à sa mise en œuvre
- Assister le DS dans le monitoring et l'analyse des données pendant toute la durée de la supervision
- Appuyer le DS dans la gestion des vaccins et intrants (suivi journalier des flacons, etc.)
- Suivre la gestion des cas de refus
- Tenir informé la coordination de l'évolution des activités au jour le jour
- Aider à la synthèse des données/ remplissage des données dans le MASQUE EXCEL
- S'assurer de l'effectivité de la supervision de proximité
- S'assurer de la notification et validation des cas de maladies sous surveillance détectées
- Rechercher et ramener tous les flacons de VP0t (confinement) sur le terrain

• Œuvrer à ce qu'après la campagne :

- 100% des MI recrutés sont indépendants des activités de vaccination et qu'un nouveau recrutement est fait pour chaque round
- 100% des MI administrent le questionnaire de MI ménage à 60 parents/gardiens d'enfants (soit 6 formulaires) et le questionnaire MI hors ménages à 30 parrents/gardiens d'enfants (soit 3 formulaires) par jour (MI end-process) et fait le feedback à la coordination locale des AVS pour action correctrice avec le début du LQAS
- 100% des enquêteurs LQAS respectent les grappes tirées au sort par la coordination centrale et que le feedback est fait à la coordination locale des AVS pour action correctrice avant la réunion d'évaluation ;
- Faire le Débriefing au DS
- S'assurer que les zones mal vaccinées soient revaccinées
- Assister le sous-comité chargé de la coordination et du rapportage dans l'élaboration du rapport final
- Suivre la transmission au niveau supérieur de tous les justificatifs de la campagne
- Ramener tous les rapports manquants (PEVR, Surveillance des maladies, Justificatifs...)
- Coordination et autres considérations
- Exécuter toutes autres tâches liées au PEV qui peuvent être demandées ou confiées par la hiérarchie
- Accompagner les régions dans la mise en œuvre des activités de vaccination de routine et la surveillance des MEV après les 2 passages.

3. Qualifications requises

• Niveau d'Education

- Essentiel : Diplôme d'études supérieures en santé publique, épidémiologie
- Souhaitable : Formation en vaccination

• Expérience et connaissances professionnelles

- Avoir une bonne connaissance du système de santé du Cameroun et du PEV
- Au moins deux ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la vaccination
- Avoir une capacité de préparer, d'animer et de faire la synthèse des rencontres
- Être capable de travailler de manière autonome, sous pression et de prendre des initiatives
- Avoir des compétences organisationnelles avancées avec la capacité de gérer plusieurs tâches à la fois
- Avoir une connaissance du package Microsoft Office (Word, Excell, Power point, etc.) et ODK
- Une expérience de travail avec une organisation internationale serait un atout.

• Compétences linguistiques

- Connaissance approfondie (parlée et écrite) du français ou de l'anglais et une connaissance pratique de l'autre.

• Compétences

- Travailler en équipe
- Respecter et promouvoir les différences individuelles et culturelles
- Avoir de bonnes aptitudes en communication
- Bâtir et promouvoir des partenariats dans toute l'organisation et au-delà
- Assurer l'utilisation efficace des ressources
- Être disponible à travailler dans les Régions Adamaoua, Centre, Est, Extrême-nord, Littoral, Nord, Ouest et Sud

4. Dossier de candidature

- Un curriculum vitae + une copie du certificat requis
- Une lettre de motivation

5. Conditions à satisfaire si le candidat est sélectionné

- Avant de prendre service, le candidat devra fournir la preuve écrite de sa disponibilité et qu'il est libre de tout engagement
 - Avant de prendre service, le candidat devra obtenir les certificats des formations obligatoires assignées
- Veillez envoyer les dossiers de candidature en ligne à cette adresse mail : cm_recruitment@who.int au plus tard le 15 Avril 2022 à 17 Heures.

Dr. Phanuel HABIMANA
Représentant



BUREAU DU REPRESENTANT DE L'OMS POUR LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Tél. (237) 22 21 02 58 / 22 21 20 80/81 Fax : (237) 22 21 10 77 Email : cm_recruitment@who.int

Termes de références

Titre de poste	Consultant Assistant Financier et Comptable, G6 pour la riposte à l'épidémie de PVDVc2 avec le nouveau VPO2
Durée	Trois (03) mois
Lieu d'affectation	Yaoundé

1. Contexte et justification

Le Cameroun a adhéré à l'Initiative Mondiale d'Eradication de la Poliomyélite qui préconise quatre stratégies à savoir : le renforcement de la vaccination contre la poliomyélite en routine ; le renforcement de la surveillance épidémiologique ; le renforcement des activités de communication en faveur de la vaccination et la mise en œuvre des activités supplémentaires de vaccination préventives ou de riposte de qualité. Pour la mise en œuvre de la quatrième stratégie de cette initiative, l'organisation des activités supplémentaires de vaccination de qualité demeure un impératif pour le Cameroun afin de maintenir le statut de pays « libre de polio » obtenu le 18 juin 2020.

Le contexte actuel est marqué par la détection de quatre cVDPV2 détectée au Cameroun dans la Région de l'Extrême-nord, notamment dans les districts de santé (DS) de Goulfey, Fotokol et Kousseri. Il s'agit de trois cas humains et un échantillon environnemental positif. Les virus détectés au Cameroun étaient de même émergence (NIE-ZAS-1), identifiée initialement au Nigeria. La confirmation de ces cas intervient dans un contexte marqué par la comptabilisation au 31 décembre 2021 au Nigeria de 920 cVDPV2 détectés toutes sources confondues dont 767 détectés dans les six derniers mois, dénotant d'une escalade de l'épidémie. Quatre Etats du Nigeria (Borno, Adamawa, Benue et Taraba) frontaliers au Cameroun sont également des foyers épidémiques.

Parallèlement, l'analyse des performances des couvertures vaccinales de routine en VPO3 et VPI restent sous optimales ces trois dernières années dans quelques régions par rapport aux objectifs fixés malgré les nombreux efforts fournis.

Face à cette situation épidémiologique, les premières mesures en cohérence avec les directives de l'Initiative Mondiale de l'Eradication de la Poliomyélite doivent être envisagées, dont :

- La déclaration de l'épidémie comme une Urgence de Santé Publique de Portée Internationale ;
- La conduite d'une investigation épidémiologique et socio-anthropologique détaillée ;
- La coordination et la mise en œuvre urgente d'une campagne de riposte avec le vaccin antipoliomyélique oral nouvel de type 2 (nVPO2) selon les procédures opérationnelles Standard pour stopper la circulation de ce virus dans les 120 jours ;
- L'intensification de la surveillance épidémiologique des Paralysies Flasques Aigues et de la surveillance environnementale ;
- Le renforcement de l'immunité de la population y compris celle des populations spéciales, en intensifiant la vaccination de routine.

Dans le souci de prévenir le risque en constante évolution de cVDPV2, les partenaires de l'IMEP recommandent l'utilisation du nouveau vaccin antipoliomyélique oral de type 2 (nVPO2), qui protège les personnes vaccinées contre les poliovirus, et limite également le risque de voir émerger des poliovirus dérivés d'une souche vaccinale ou des cas de poliomyélite paralytique associée au vaccin.

C'est dans ce cadre que le Ministère de la Santé Publique à travers le Programme Elargi de Vaccination prévoit organiser une campagne de vaccination de riposte en 2 tours dans les 10 régions du Cameroun en synchronisation avec les Etats voisins. Ces campagnes ont pour but de renforcer l'immunité des enfants de 0 à 59 mois y compris les réfugiés et les nomades et de limiter la survenue des cas de cVDPV2 post campagne.

A cet effet, l'OMS propose son appui technique à travers le recrutement de 58 épidémiologistes qualifiés et 44 consultants Locaux pour l'appui

dans les régions de l'Adamaoua, Centre, Est, Extrême-nord, Littoral, Nord, Ouest et Sud. Afin d'assurer une gestion administrative et financière fluide de ces personnels pendant les 03 mois, l'OMS se propose de recruter un assistant financier et comptable pour appuyer l'équipe de coordination déjà en place.

2. Résumé des tâches assignées

Sous la coordination générale du Représentant pays de l'OMS et la supervision directe du point focal en charge de la vaccination au bureau OMS-Cameroun, Il assure la mise en œuvre administrative et financière de l'ensemble des mesures de costing, de contrôle et d'accompagnement dans la gestion des fonds destinés au déploiement des activités de Riposte polio. Ses principales responsabilités sont de :

Fournir un appui au processus de planification, de mise en œuvre et de suivi et évaluation en faveur des interventions ;

- Assurer la gestion de la trésorerie du projet ;
- Appuyer la préparation des budgets ;
- Veillez au respect des règles et procédures de l'OMS en ce qui concerne les allocations et mises à disposition des fonds ainsi que leur justification ;
- Assurer le suivi des paiements effectués dans le cadre du programme ;
- Contrôler la liquidation des avances, viser les pièces justificatives en retour, certifier les dépenses et donner quitus aux bénéficiaires ;
- S'assurer par sa présence physique sur site et selon une fréquence à définir, que les activités faisant l'objet de rapports sont réelles et conduites conformément aux termes de références ;
- Faire un rapport trimestriel sur le contrôle, de l'exhaustivité, de l'exactitude, de la vraisemblance et de la transparence des avances liquidés ;
- Préparer les états financiers périodiques du programme en collaboration avec l'Assistant Comptable et Financier de l'OMS.

3. Qualifications requises

• Niveau d'Education

- Essentiel : Diplôme d'études en Gestion, comptabilité, finances ou tout autre diplôme connexe ;

• Expérience professionnelle

- Expérience d'au moins 8 ans dans un poste de Gestion financière ou comptable ;

• Compétences linguistiques

- Connaissance approfondie (parlée et écrite) du français ou de l'anglais et une connaissance pratique de l'autre.

• Compétences

- Connaissances en comptabilité, gestion ou finance ;
- Connaissances spécialisées des règles, procédures et pratiques administratives ;
- Habileté à maintenir d'excellentes relations humaines avec les personnes de toutes catégories et nationalités ;
- Bonne connaissance en informatique et maîtrise dans l'utilisation des logiciels de gestion des données, Word, Excel, Power Point, etc.

4. Dossier de candidature

- Un curriculum vitae + une copie du certificat requis
- Une lettre de motivation

5. Conditions à satisfaire si le candidat est sélectionné

- Avant de prendre service, le candidat devra fournir la preuve écrite de sa disponibilité et qu'il est libre de tout engagement
- Avant de prendre service, le candidat devra obtenir les certificats des formations obligatoires assignées

Veillez envoyer les dossiers de candidature en ligne à cette adresse mail : cm_recruitment@who.int au plus tard le 15 Avril 2022 à 17 Heures.

Dr. Phanuel HABIMANA

Représentant

Affiche

Du fou rire avec Nar6 Kouokam

L'humoriste est en spectacle les 8 et 9 avril 2022 à l'Institut français du Cameroun antenne de Yaoundé.



Par Marthe Ndiang

Avec Nar6 Kouokam sur scène, c'est un week-end de fous rires qui attend le public de Yaoundé. En effet, le « père » de Miché comme l'appelle certains de ses fans est en spectacle ce vendredi 8 avril et demain samedi 9 avril à l'Institut français du Cameroun (Ifc) antenne de Yaoundé. Deux soirées de « One man show » qui vous assureront un moment de rire à vous rompre les côtes. Impossible d'en être autrement puisque Nar6 Kouokam a dans ses histoires le mot pour vous faire rire. Durant au moins deux heures d'horloge, le public va découvrir ou redécouvrir les nombreux sketches du célèbre humoriste. Celui qui aime clamer lors de ses scènes avec sourire « je suis député » « raconte 60 ans de conneries ». Six décennies d'histoires drôles à conter à un public qui l'a depuis



adopté depuis de longues années. Comme à chacun de ses spectacles, ce soir et demain, on aura pleins de rebondissements, d'intrigues et de vannes bien pensées. Dans ses textes, l'humoriste peint avec beaucoup de déli-

catesse l'état actuel de son pays, le Cameroun. Un pays où « tout est démocratique même la dictature ». « Un pays où même la simple corruption est devenue dure ». Et il sait souvent bien coller ses textes à l'actualité. Ne soyez pas surpris de l'entendre lancer des pics à ces personnes qui, comme son fils Miché, « vivent à Paris et se font appeler la diaspora ». Il n'y a pas que des textes intéressants quand Nar6 Kouokam preste. Son jeu d'acteur est tout aussi captivant. La gestuelle et la mimique aussi. Le visage de Nar6 Kouokam, par exemple, passe aisément de la joie à la surprise puis, à la colère avant de revenir à la joie. Sa voix elle, ne s'est toujours pas départie de son accent des grass-fields qui a fait sa renommée avec « Le téléphone circulaire ». Un sketch qu'il va certainement reprendre à nouveau. A Douala, l'exposition « Rémission » qui s'est ouverte le 10 mars dernier se poursuit au Bolo l'Espace art et culture jusqu'au 7 mai 2022. Une expo duo avec Danielle Gnyndon et Fotale qui est une réflexion sur la création artistique comme résolution psychothérapeutique, pouvant extirper et soulager les pathologies émotionnelles et mentales.

Serge Maboma

Nous avons labellisé le nom du Laboratoire musical de Bastos

Le laborantin en chef parle de l'idée de création et des perspectives de cet espace de performance des artistes-musiciens.



Propos recueillis par Alain Ndanga

Quelle est la partition que le laboratoire musical de Bastos joue dans la musique au Cameroun ?

Le laboratoire musical de Bastos est un espace qui naît à la suite de l'aventure de Macase (groupe de musique). Parce qu'à la base, c'était un espace où le groupe faisait ses séances de répétitions. Des années après, d'autres musiciens sont arrivés et nous avons tous trouvé un refuge ici pour abriter nos projets musicaux. La vérité de l'instant n'était plus de faire de cet espace la propriété exclusive de Macase. C'est donc devenu un endroit où l'on expérimente les projets musicaux : créer de nouveaux sons et un environnement professionnel. Au-delà de la musique, le laboratoire permet d'inventorier des différents problèmes que l'on rencontre en étant musicien au Cameroun, notamment comment organiser la profession et la rendre plus retable. On peut faire la musique par passion quand on est jeune, mais dès lors que l'on décide d'en faire un métier, il y a des questions incontournables à se poser, et ce, pour emmener l'artiste à vivre de son art. Au labo, de telles questions sont examinées et commencent à trouver des solutions.

Comment ça se préparent des produits qui sortent du labo ?

On a un projet de base avec lequel un artiste arrive ici. Nous essayons de le passer à notre sauce. C'est ce que nous appelons ici la densification. Vous savez quand un artiste fait un enregistrement au studio, cet enregistrement reste figé à ce que cet artiste était à ce moment précis. Nous savons que la démarche artistique doit être dynamique. Nous suivons des artistes ; leurs démarches ; généralement qui puisent des éléments dans leurs cultures originelles. Bien que notre travail consiste à apporter des enrichissements à



leurs projets, nous apprenons aussi d'eux. Nous sommes heureux du résultat que nous obtenons aujourd'hui. Ce qui augure de belles perspectives pour l'avenir. Nous envisageons aller plus loin que ça. Les faire tourner partout au

Cameroun et à l'étranger.

Pourquoi l'idée de faire des concerts tous les vendredis ?

C'est à dessein que nous le faisons après une longue période de réflexions. Cela participe de l'éducation du public. Nous voulons que des gens réapprennent à sortir pour aller regarder des concerts. Mais, il faut une offre. Nous proposons donc cette offre pour que des gens puissent intégrer dans leurs agendas, qu'il existe la musique live, comme divertissement ou comme rendez-vous du week-end. C'est laborieux parce qu'il y a des habitudes qui se sont installées depuis de longues années. Nous sommes conscients qu'avec la qualité de nos productions, nous atteindrons la vitesse de croisière. Ça requiert de la patience et de la passion.

Près de 60 personnes bossent au labo. Cela implique des charges.

J'aime bien ce proverbe égyptien : « jetez du pain aux gens, vous en faites des ennemis. Donnez-leur une cité à construire vous en faites des frères ». Au labo, nous avons réussi à fédérer des énergies positives autour d'un projet collectif : celui de faire avancer la musique camerounaise, en même temps, de faire évoluer chaque individu qui participe à ce projet. Pour que des gens restent ensemble, il faut qu'ils en trouvent un intérêt. Des intérêts peuvent être de différents ordres, notamment financier. Le plus important pour un artiste est de se réaliser tant qu'entité artistique et voir son projet évoluer. Nos maigres revenus doivent être répartis avec transparence, pour que des efforts des uns et des autres soient récompensés. Notre bilan est très positif. Nous avons labellisé le nom du laboratoire musical de Bastos. Désormais notre nom est rattaché à la qualité.

Mtn Elite One

Yosa à la chasse de la première place

Les Académiciens de Bamenda peuvent provisoirement s'emparer de la tête du groupe A en cas de victoire cet après-midi face à Djiko Fc.



Par Claude Olivier Banaken

Le championnat national Mtn Elite One poursuit son bonhomme de chemin à travers les rencontres de la 7e journée qui débute cet après-midi. En ouverture au stade de la Réunification de Douala, Djiko Fc va rivaliser d'adresse avec la formation de Yong Sport Academy de Bamenda (Yosa). Un duel qui s'annonce relevé au regard des enjeux des deux équipes.

En effet, 2e du groupe A avec 13 points, juste derrière le Canon sportif de Yaoundé (16 points), les Académiciens de Bamenda veulent absolument s'imposer pour s'emparer provisoirement de la tête de cette poule, en attendant le match en retard du Canon. Yosa qui sort d'un match nul vierge contre Apejes de Mfou, lors de la 6e journée doit se ressaisir devant un adversaire, qui de son côté cherche toujours ses marques dans ce championnat.

Avant dernier de ce groupe avec seulement 3 points en cinq sorties, Djiko Fc de Bandjoun court toujours derrière sa première victoire de la saison. Jusqu'ici, l'équipe a enregistré deux défaites et a obtenu trois matches nuls. En cas de victoire face à Yosa, Djiko Fc effectuera un grand bond en rejoignant le milieu du tableau, où l'on retrouve des équipes



Yosa veut détrôner le Canon.

telles que As Fortuna qui affronte les Astres de Douala, tout juste à côté, au stade annexe de la Réunification. 3e avec 10 points, les Brésiliens de Bepanda ne voudront pas se faire rattraper au classement par la formation de Aimé Léon Zang, 6e avec 6 points au marquoir.

Au stade annexe 2 de Japoma, Fauve Azur va se mesurer à Racing de Bafoussam, le Tout puissant de l'Ouest. Les deux équipes sont au coude à coude au classement avec cinq points chacun.

La suite de 7e journée prévoit le match Yafoot contre Ofta de Kribi, demain samedi au Centenary Stadium de Limbe.

Les combinaisons de la 7e journée d'Elite One

Ce vendredi 8 avril

Poule A

Stade de la Réunification

15h30 : Djiko vs Yosa

Stade annexe de la Réunification

15h30 : Astres vs As Fortuna

Stade annexe 2 de Japoma

Fauve Azur vs Racing

Samedi 9 avril

Centenary Stadium Limbe

14h : Yafoot vs Ofta de Kribi

16h : Ums vs Bamboutos

Limbe Omnisports Stadium

Eding vs PWD

Poule B

Stade de Bamendzi

15h30: Fovu vs Dragon

Dimanche 10 avril

Stade Omnisports de Bafoussam

Avion vs Coton

Stade de Mbouda

15h30 : New Stars vs Renaissance

Nb :

Apejes de Mfou/ Exempt

Le match Coton vs Dragon (reporté)

Le match Coton vs Yafoot (reporté)

Ce sera la rencontre en levée de rideau avant le derby qui va mettre aux prises l'Union des mouvements sportifs (Ums) de Loum à Bamboutos de Mbouda, qui a réussi à mettre fin à la magnifique série d'invincibilité d'Eding sport de la Lekie, lors de la 6e journée.

Accroché sur un match nul (1-1) lors de sa précédente sortie, l'équipe du département de la Lekie, solide leader du groupe B avec 16 points va tenter de renouer avec son habitude du début de saison (gagner, ndlr) face à son dauphin, PWD de Bamenda (11 points), qui sort d'une victoire 3-1 contre Yafoot.

Elite Two

Léopard accroché à domicile

Le club du Littoral a été contraint au nul (1-1) par Unisport au terme du match de la deuxième journée hier au stade annexe de Bépanda.



Propos Renaud Inang

Léopard sportif de Douala ne réussit pas l'exploit de la première journée à domicile. Le club a fait jeu égal (1-1) avec Unisport du Haut-Nkam hier jeudi à la faveur de la deuxième journée d'Elite two, au stade annexe de la Réunification à Douala. Les Bana ba njo envisageaient une deuxième victoire à la maison contre les Sang et Or. Mais, l'équipe va se contenter d'un seul point sur les trois qu'elle cherchait. Un résultat qui n'arrange pas l'entraîneur du club. « Je suis très déçu. Parce que quand vous jouez un championnat qui est très court, c'est des finales. Il faut capitaliser les points chez vous. Quand vous n'arrivez pas à en prendre, c'est très compliqué. Surtout quand vous présentez une copie en deux figures », se désole le technicien.

Mené (1-0) depuis la dix-neuvième minute, après l'ouverture du score de Epoh, Léopard sportif de Douala ne rétablit l'équilibre qu'en deuxième période. Le but égalisateur est signé Mouandjo (1-1). Les Bana ba njo auraient pu prendre le dessus sur leurs adversaires du jour dans cette rencontre aux allures d'une finale. Mais, l'équipe a manqué de réalisme. Le nul concédé à Douala à défaut d'une victoire réjouit Unisport. Les visiteurs disent avoir atteint leur objectif

qui était de repartir avec au-moins un point. « Nous nous étions dits de partir de Bafang et revenir de Douala avec un point. Nous sommes rentrés avec le point. On ne peut pas cracher dessus. C'est vrai qu'on a mené, on aurait voulu conserver, mais on est satisfait », se réjouit l'entraîneur du club, Constantin Bep, qui promet de se remettre au travail pour se mettre au niveau.

Logé dans la poule B, Unisport du Haut-Nkam compte désormais deux points après deux matches joués. L'équipe a fait jeu égal (0-0) avec Rangers Fc Bafut, le promu lors de la première journée du championnat. Léopard sportif de Douala quant à lui, enregistre quatre points après deux journées. Le club avait démarré la compétition en victoire,



Les Bana ba njo déçus.

après avoir battu (2-1) As Fap de Yaoundé au stade annexe de la Réunification.

Résultats partiels de la 2e journée de la Mtn Elite Two

Dynamo Fc 1-0 Foncha Street

As Fap 0-0 Aigle Royal

Rangers Fc Bafut 2-1 Ngaoundere Fc

Tenez-vous au courant

Consultez le programme des interruptions sur eneocameroon.cm
En cas de coupures non planifiées, alertez Eneo.



www.eneocameroon.cm

Stay up to date

Check the schedule of interruptions on eneocameroon.cm
In case of unplanned outages, alert Eneo.

Service électrique perturbé

dans certaines localités du Littoral, du Sud-Ouest, de l'Ouest, du Nord-Ouest, et du Centre.

Chers Clients,

L'ensemble du système électrique, dans ses segments Production, Transport et Distribution, connaît des contraintes.

Ceci entraîne un déficit énergétique qui est accentué par deux principaux facteurs: la saturation du réseau de transport; la limitation de la production dans certaines centrales, soit pour maintenance, contraintes d'approvisionnement en combustibles, ou du fait de l'étiage sur le fleuve Ntem.

La combinaison de cette situation, des nombreux travaux programmés de maintenance, plusieurs incidents et actes d'incivisme, entraîne des interruptions plus ou moins longues chez les clients.

Face à ce cas de force majeure, tous les acteurs du système électrique sont mobilisés pour alléger ces perturbations, et améliorer la stabilité de la fourniture électrique.

Eneo regrette les désagréments que cette situation cause à ses clients et les invite à régulièrement consulter le programme des interruptions sur son site web www.eneocameroon.cm
Onglet Travaux et coupures.

En cas de coupure non planifiée dans une zone, il est recommandé d'alerter Eneo sur ses différentes plateformes digitales.

Electricity service disruption

in some localities of Littoral, Southwest, West, Northwest and Centre Regions

Dear Customers,

The entire electricity network (Generation, Transmission, and Distribution segments) is under strain.

This has led to an energy deficit, accentuated by two main factors: the saturation of the transmission network; the limitation of generation capacity in some power plants, either due to maintenance, fuel supply constraints, or low water levels on the Ntem river.

This energy deficit, coupled with the numerous scheduled maintenance works, several incidents, and acts of vandalism on network equipment, account for the more or less prolonged power failures experienced by customers.

Faced with this case of force majeure, all the actors in the electricity sector are sparing no effort to reduce the duration and number of disruptions and improve the stability of the electricity supply.

Eneo apologizes for the inconvenience that this situation is causing its customers and invites them to regularly consult the power interruption schedule on its website:
www.eneocameroon.cm *Works and Interruption tag*

In the event of any unscheduled power cut in your area, you are advised to alert Eneo on its various digital platforms.



[Eneo Cameroon S.A.](#)

[EneoCameroon](#)

[MyEneolight](#)

[EneoCameroon14](#)

eneo
The energy of Cameroon